

Marie-Claude Pelot

La ligne de démarcation

Le Jura sous haute tension

1940-1943



ÉDITIONS
CABÉDITA
2021

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à tous ceux qui ont accepté de me transmettre leur vécu de l'époque ou le témoignage de leurs parents.

Mes remerciements vont aussi aux membres de l'Association pour la Mémoire de la Résistance Jurassienne, et plus précisément à la présidente Marie-Claude Dole, Jack Costa, Philippe Doreau, Dominique Gayet, Jean-Claude Goudot.

Pour leur aide et leur soutien, je remercie André Besson, écrivain, Mme Bazin (Mijoux), Monique Bérard (Chamblay), M. Chauville (Crotenay), Claudine Dormoy, fille de Rose Roulin, Guy Fumey, M. Hickel, Michel Jacquemard, Agnès Jaffre (musée de Gévelard), Bernard Jeannier dit Nanar, Colette Levaux, Jean-Pierre Marandin, MM. Louis Petit et Pierre Overnoy (Pupillin), Stéphane Perrard (Villette-lès-Arbois), Marie-Paule Renaud (archives diocésaines du Jura).

L'auteur et l'éditeur sont reconnaissants aux personnes qui ont apporté leur appui afin de favoriser la parution de cet ouvrage.

Les Éditions Cabédita bénéficient d'un soutien de l'Office fédéral
de la culture pour les années 2021-2024

Couverture: Collection Musée de Gévelard

© 2021. Éditions Cabédita, route des Montagnes 13B – CH-1145 Bière
BP 9, F-01220 Divonne-les-Bains
Internet: www.cabedita.ch

ISBN 978-2-88295-929-4

Avant-propos

En 1945, alors que le peuple français ne songe qu'à reconstruire et oublier les horreurs de la guerre, gaullistes et communistes taisent ce que l'histoire a d'humiliant : la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, la désinvolture de la « drôle de guerre », la défaite et un armistice qui divise la France en zones.

On célèbre les figures glorieuses de la Résistance qui se sont engagées derrière de Gaulle, on réalise l'unité nationale autour des FFI (Forces françaises de l'intérieur) et le Parti communiste se vante d'être le parti aux 75 000 fusillés¹.

Sous la IV^e République, les résistants gaullistes constituent une bonne part du personnel politique, ce qui a naturellement privilégié et encouragé l'étude des faits de résistance. En 1958, le retour du général de Gaulle aux affaires redonne à l'Appel du 18 juin un lustre un peu terni par le temps.

Et pourtant, le premier refus de la présence allemande, les premiers actes de résistance se déroulent autour de la ligne de démarcation.

Cette résistance à l'occupant, immédiate, très active est négligée par les historiens qui consacrent principalement leurs études à la période 1943-1945.

S'ajoute à ce désintérêt, un certain mépris pour l'activité de passeur de la ligne de démarcation. Vers 1958, Thierry Bonnot² le constate et en identifie les causes : « L'image du passeur construite après-guerre par les auteurs populaires est demeurée tenace dans la mémoire collective... au mépris de toute vérité historique... »

» L'activité de passeur de la ligne de démarcation, riche d'initiatives individuelles et spectaculaires, de personnages hauts en couleur, se prête à d'innombrables récits dont le succès public est assuré. Littérature et cinéma stigmatisent la vénalité du passeur rusé, chapardeur, débrouillard, contrebandier, doué pour l'embuscade, prédisposé par atavisme à refuser l'ordre imposé. »

En somme, dans l'esprit du public, les passeurs sont des gens louches, des marginaux, des opportunistes sans scrupule qui ont saisi l'occasion inespérée de « faire du fric » sur la ligne en abusant de pauvres gens en détresse.

La réputation de vénalité des passeurs reste tenace ; aujourd'hui encore, pas un téléfilm sur l'Occupation n'omet le gros plan sur la liasse de billets empochée par un personnage énigmatique et antipathique.

Il faut attendre quinze ans après la libération de la France pour que le général de Gaulle, invité à Moulins³ le 18 avril 1959, s'exprime sommairement et pour la première fois sur la souffrance qu'a provoquée cette frontière pendant la guerre.

C'est à cette époque et en Saône-et-Loire que le souvenir de la ligne de démarcation se réveille et s'intensifie. On commémore le passeur, Raymond Toupet, unanimement respecté, abattu par les Allemands ; on érige des monuments, on appose des plaques commémoratives, on développe des sentiers thématiques...

Dans le Jura, à Poligny, il faut attendre le 30 mai 1986 pour que la mention « Mort pour la France » soit portée sur l'acte de décès de Paul Kœpfler, célèbre organisateur de filières et passeur, tué par les agents du Service de renseignement (SD) allemand, et qu'une plaque commémorative soit apposée, à cette occasion, sur le lieu de son assassinat.

En 1986 toujours, l'Union nationale des évadés de guerre⁴ crée la médaille des Passeurs pour « ceux qui ont facilité ou aidé au péril de leur vie les évadés sur le chemin de la liberté ».

Les études sur cette période ne débutent qu'en 1990⁵ avec Éric Alary, et c'est encore en Saône-et-Loire, à Gênelard, que culmine la volonté d'inscrire « dans le marbre » l'histoire de la ligne de démarcation, et qu'est créé en 2006 un centre d'interprétation unique en France. Ce musée est classé par le Ministère de la défense « Chemin de mémoire ».

Le musée de Gênelard, réalisé avec une grande intelligence, beaucoup de travail et de tout petits moyens, offre une exposition de grande qualité qui n'a pas pris une ride ; malheureusement, abandonné par les administrations de tutelle, il manque de moyens pour une mise en valeur méritée.

Il convient donc de revisiter cette époque de la ligne de démarcation ainsi que la situation géopolitique qui l'a précédée.

1. Les prémices de la défaite

Le Troisième Reich, conquérant, s'affranchit des dispositions humiliantes du Traité de Versailles pour construire une Europe allemande. Certains s'inquiètent des menées pangermanistes d'Hitler, d'autres voient en lui un barrage au communisme. Hitler compte sur l'inertie des démocraties pour s'emparer des territoires qu'il convoite et tout se déroule comme il l'a prévu.

LES ACCORDS DE MUNICH

En fin d'été 1938, l'opinion publique en France n'imagine pas que la lointaine affaire des Sudètes puisse entraîner la guerre. Et pourtant, trois mobilisations générales se succèdent en septembre :

- le samedi 3, 100 000 hommes, des 1^{res} classes de réserve et spécialistes de la ligne Maginot ;
- le samedi 24, 1 100 000 hommes ; la guerre paraît inévitable ;
- le mardi 27, une nouvelle classe de réservistes.

Le mercredi 28 septembre, Mussolini (Italie), Hitler, Chamberlain (Royaume-Uni) et Daladier (France) se réunissent à Munich, acceptent implicitement le démembrement de la Tchécoslovaquie pour régler la crise des Sudètes. Daladier, sauveur de la paix, est acclamé à son retour.

Quelques jours plus tard, Hitler bafoue les Accords de Munich. La France et le Royaume-Uni ne veulent pas la guerre, ferment les yeux et les mobilisés rentrent chez eux.

LA FRANCE DÉCLARE LA GUERRE

Un an plus tard, le 23 août 1939, Hitler s'allie à Staline pour envahir et se partager la Pologne⁶. Un séisme politique secoue la France et l'Angleterre, amies de la Pologne. La déclaration de guerre à l'Allemagne devient inévitable.

Le 3 septembre, c'est chose faite et la mobilisation générale s'opère avec discipline.

Le président du Conseil Édouard Daladier se tourne vers le plus illustre des Français, le maréchal Pétain, qui refuse, depuis Madrid, d'entrer au Gouvernement.

Le 4, les armées française et allemande se font face du côté de Forbach. Le 8, le général Gamelin attaque, pénètre sur 8 kilomètres en forêt de Warndt sans rencontrer de résistance, puis se replie, jugeant que cette belle démonstration de la puissance militaire est suffisante pour intimider les Allemands. La défense passive se met en place.

Le 1^{er} octobre, les députés communistes, qui soutiennent l'alliance germano-soviétique, refusent la guerre à l'Allemagne, demandent au président de la Chambre, Édouard Herriot, l'ouverture de négociations de paix. Ce geste vaut à trente-cinq d'entre eux d'être arrêtés. Maurice Thorez, qui s'enfuit à Moscou, est condamné à mort par contumace pour désertion. Les communistes rentrent massivement dans la clandestinité et s'activent contre l'effort de guerre (tracts, sabotages). Ils sont désormais surveillés et leur journal *l'Humanité* est interdit.

Tandis que l'Angleterre attend, l'état-major français s'active, porte ses efforts sur la ligne Maginot, croit en ce rempart inexpugnable et pense gagner la guerre sans s'engager. Pour laisser le champ libre au mouvement des troupes, l'État décide d'évacuer les populations non agricoles de ses abords (exode programmé des Alsaciens et des Mosellans).

C'est la « drôle de guerre ».

Les mouvements pacifistes se développent. Le désœuvrement des soldats et la propagande antimilitariste sapent le moral de l'armée. L'arrière-pays ne souffre pas de l'état de guerre ; à Paris, la vie est même insouciant et frivole.

Le 21 mars 1940, la situation devient très préoccupante ; le président du Conseil Paul Reynaud sollicite encore et en vain le vainqueur de Verdun pour ranimer le courage et la confiance des Français.

De son côté, l'Allemagne se prépare à l'offensive, elle infiltre des agents sur le territoire français pour reconnaître les lieux, sonder les opinions, collecter le maximum d'informations et faciliter l'invasion rapide du pays. Des forestiers préparent le franchissement éclair⁷ des Ardennes aux *Panzerdivisionen* (divisions blindées), les commerçants ambulants s'occupent de repérer les plus belles demeures jurassiennes pour loger, sans les faire attendre, les officiers de la Wehrmacht...

DÉFAITE ET DÉBÂCLE

Le vendredi 10 mai 1940 au lever du jour, quatre-vingts divisions allemandes déferlent sur la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg pendant que les *Panzerdivisionen* pénètrent le territoire français par les Ardennes sans rencontrer de vraie résistance. Cinq jours plus tard, la bataille de France est considérée comme perdue. Le 17, Philippe Pétain accepte la vice-présidence du Conseil.

L'armée allemande continue sa progression fulgurante. Sous le choc, le pays est anéanti. Des Belges en grand nombre, des Luxembourgeois et huit à dix millions de Français fuient devant les Allemands. Le flot descend vers le sud, grossit de ville en ville, de village en village et les Juras-siens n'échappent pas à la contagion ; même les plus réfléchis cèdent à la panique⁸ générale.

Des villages passent de 200 à 800 habitants en quelques jours, la France profonde absorbe, loge et nourrit ces hôtes inattendus. La compassion joue à plein malgré les problèmes d'hébergement et de ravitaillement. En ville, le climat est plus tendu car cette arrivée massive entraîne rapidement la pénurie de denrées alimentaires.

Les militaires rejoignent les civils sur les routes, abandonnent armes et munitions et laissent aux mains des Allemands 80 000 véhicules et 500 blindés ; l'administration est désorganisée et les usines se vident.

Le Gouvernement, les Assemblées se replient à Bordeaux, favorables en grande partie à la demande d'armistice ; Paris tombe sans combat le 14 juin, Pontarlier et Poligny le 17 juin, Lyon et Brest le 20.

Le 16 juin, Paul Reynaud envoie le général de Gaulle, sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale à Londres. L'entretien avec Churchill aboutit à la proposition d'un gouvernement unique franco-britannique que la majorité des membres du Gouvernement refuse. Paul Reynaud présente la démission du Gouvernement et suggère de confier la présidence du Conseil au maréchal Pétain, (âgé de 84 ans). Le président de la République Albert Lebrun approuve, suivi par les deux Chambres. Pétain accepte et annonce qu'il faut cesser le combat.

LA LIGNE DE DÉMARCATIION

L'armistice, signé le 22 juin 1940, est voulu par le général Weygand pour stopper l'hécatombe militaire, sauver l'honneur de l'armée et ménager les possibilités de revanche, mais il sert les plans d'Hitler et sacrifie les prisonniers de guerre.

La France est à genoux avec 60 000 morts au combat, 120 000 blessés, 21 000 civils tués et 1 850 000 prisonniers.

Le plan allemand a réussi au-delà des espérances d'Hitler qui pense déjà à demain. Le Führer convoite l'Ukraine et envisage d'attaquer l'URSS qu'il juge vulnérable, mais le Royaume-Uni qui a réembarqué ses troupes à Dunkerque, reste potentiellement menaçant. Dans ces conditions, assujettir la France c'est immobiliser des troupes dont il a besoin ailleurs. Il décide de n'occuper que la moitié nord du pays, la plus riche en ressources industrielles, énergétiques et alimentaires.

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	7
1. LES PRÉMICES DE LA DÉFAITE.....	9
Les Accords de Munich.....	9
La France déclare la guerre.....	9
Défaite et débâcle.....	10
La ligne de démarcation.....	11
2. LE TRACÉ DE LA LIGNE DE DÉMARCATIION.....	13
La zone interdite.....	14
La mise en place de la ligne de démarcation.....	16
Les postes de contrôle.....	20
3. LA VIE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION.....	22
En zone libre.....	23
En zone occupée.....	24
4. PASSAGES INTERZONES.....	27
Réglementation allemande.....	27
<i>Les certificats de rapatriement</i>	27
<i>Les laissez-passer</i>	30
<i>Passer quand même: les risques</i>	32
Réglementation française.....	34
5. LE PASSAGE CLANDESTIN.....	36
Les clandestins.....	38
Le monde complexe des passeurs.....	41
L'environnement humain indispensable.....	42
Les risques des passeurs.....	44
Le prix du passage.....	46
<i>La première période</i>	46
<i>La deuxième période</i>	47
<i>La troisième période</i>	56
Qu'est-ce qu'un bon passeur?.....	61
Avec l'armée, la gendarmerie et la police.....	62
<i>L'armée d'armistice</i>	62

<i>La gendarmerie et la police</i>	68
L'aide personnelle du maréchal Pétain.....	71
L'histoire n'est pas inscrite dans le marbre.....	75
6. LES ORGANISATIONS, LES FILIÈRES, LES RÉSEAUX	80
Les organisations.....	80
Les filières.....	80
<i>La filière des bistrots</i>	81
<i>La filière Sainte-Odile</i>	83
<i>La filière de Reichshoffen</i>	85
Les réseaux présents dans le Jura de 1940 à mars 1943.....	88
<i>Le SR Interallié ou F2 de Sœur Marcelle Baverez</i>	89
<i>Le SR de l'armée lié au 2^e bureau (futur réseau Kléber)</i>	92
<i>Les réseaux SOE créés à la demande de Churchill</i>	97
<i>Le réseau AGIR</i>	99
<i>Le réseau Vélite-Thermopyles</i>	99
<i>Les réseaux Jove, Dutch-Paris et divers</i>	100
7. CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	101
Et de Gaulle dans tout ça ?.....	103
8. LES SINGULARITÉS DU JURA	106
La ligne de démarcation.....	107
9. LE HAUT-JURA	110
La combe de Mijoux.....	110
Le Tabagnoz.....	111
Les Rousses.....	111
La Cure.....	127
Bois-d'Amont.....	129
La Suisse.....	130
Morez.....	132
Morbier.....	134
Saint-Laurent-en-Grandvaux.....	136
Du Morillon au Vaudioux.....	139
Du Vaudioux à Ney.....	140
10. LE PLATEAU DE CHAMPAGNOLE	143
Ney.....	143
Le «no man's land».....	144
Ardon.....	145
Crotenay.....	146
Valempoulières / Pont-d'Héry.....	147

La traversée de la forêt.....	151
Pupillin.....	155
11. LA PLAINE.....	159
Poligny.....	159
Buvilly.....	161
Vauxy.....	162
Arbois.....	165
Vadans.....	166
Les Arsures.....	169
Du Glanon à la Loue.....	170
Chamblay.....	171
La Maisonneuve.....	179
La Vieille-Loye, Montbarrey.....	182
La Loue.....	186
Parcey.....	187
« Le bout du monde ».....	189
La ligne verte ou ligne du Führer.....	190
La ligne de démarcation normale.....	191
CONCLUSION.....	193
L'épicentre des trois lignes de démarcation est jurassien.....	193
ANNEXE 1.....	195
Les camps de prisonniers de guerre.....	195
ANNEXE 2.....	196
Les tracés successifs de la ligne de démarcation.....	197
SOURCES.....	200
BIBLIOGRAPHIE.....	201
NOTES.....	203
TABLE DES MATIÈRES.....	212